

Analyse du livre
L'économie mondialisée



REICH Robert (1991), *L'économie mondialisée*, Dunod, Paris. Traduit de l'anglais par Daniel Temam en 1993.

Augustin Roch
Ecole de Guerre Economique

Les économies nationales, du fait de leur ouverture croissante depuis une trentaine d'années, ont subi de profondes mutations économiques, sociales et politiques. *L'économie mondialisée* de Robert Reich analyse les principales tendances de la mondialisation et ses impacts sur l'économie américaine. L'auteur, né en 1946, a été secrétaire d'Etat au Travail sous le premier mandat Clinton (1993-1997). Il a fondé et dirige la revue *The American Prospect* et s'est présenté, en tant que candidat démocrate, au poste de gouverneur du Massachusetts en 2002.

R. Reich part du constat que, dans une économie mondialisée, la vision en terme d'économie nationale est dépassée. Ainsi, il se demande si « *l'idée de Nation-Etat, comme ensemble des individus partageant la même responsabilité quant à leur bien-être mutuel, appartient au passé ?* »¹. En effet, le niveau de vie des citoyens ne dépend plus des performances (taux de profit) des entreprises nationales et de leurs parts de marché dans l'économie internationale. Ce qui compte, à présent, est le capital humain et matériel que possèdent les pays, c'est-à-dire le niveau de compétences des citoyens et le niveau d'infrastructures des pays. Cette nouvelle analyse de l'économie nationale implique que les citoyens ne font plus parti du « même bateau ». De nouvelles catégories socioprofessionnelles émergent suivant la capacité des individus à tirer profit de la mondialisation, mesuré par l'évolution de leur salaire. De même, les modalités d'intervention de l'Etat changent. Auparavant focalisé sur la valorisation de ses entreprises nationales, il doit maintenant aider ses concitoyens à développer et exploiter leurs aptitudes et leurs compétences dans le but d'augmenter la valeur potentielle qu'ils peuvent ajouter à l'économie mondiale. Or, R. Reich montre que cela est souvent mal compris par les gouvernants qui mènent des politiques inefficaces. De même, les conséquences sociales de la mondialisation mettent à mal la cohésion nationale.

Cette fiche de lecture sera divisée en deux parties. La première comprendra le résumé de l'ouvrage, c'est-à-dire montrera comment la mondialisation des entreprises a remis en cause le compromis social de l'après-guerre ce qui a amené une fragilisation socio-politique de la nation. La deuxième partie apportera des éléments critiques et des compléments à l'ouvrage.

¹ Voir page 19.

I. Résumé du livre.

L'économie mondialisée se propose d'analyser les conséquences socio-politiques (I.2) de la mondialisation des entreprises, celle-ci remettant en cause le compromis national (I.1).

I.1. Le passage d'une économie mondiale stato-centrée à une économie mondialisée.

Durant la période allant de 1945 jusqu'au début des années 1970, l'économie américaine connaît un développement économique soutenu (I.1.1). Néanmoins, ce cercle vertueux sera remis en cause par la mondialisation qui impulse une nouvelle dynamique aux économies nationales (I.1.2).

I.1.1. Le compromis national.

Celui-ci est passé tacitement entre les entreprises, les salariés (via les syndicats) et l'Etat et est résumé par : « *ce qui est bon pour General Motors est bon pour les Etats-Unis, et inversement* »². Le bien-être individuel, la prospérité des nations et le succès des grandes firmes semblent liés. La consommation de masse, qui se développe, permet une production de masse. Les augmentations régulières des salaires, grâce aux hausses de productivité et aux économies d'échelle croissantes, ainsi que les embauches (le plein-emploi est assuré) favorisent la consommation qui incite à la production. Les profits élevés encouragent la reproduction du système à travers les investissements dont la rentabilité est assurée par une concurrence oligopolistique minimale (voire même une certaine collusion entre les quelques firmes du secteur) et par une consommation croissante. Le rôle de l'Etat est aussi important. Par le développement du système éducatif qui « formate » les futurs salariés et par les dépenses publiques dans les infrastructures, la sécurité sociale et la Défense nationale, l'Etat assure des sources de revenus non négligeables aux entreprises et encadre ce cercle vertueux. La création d'une classe moyenne basée sur le salariat et la consommation de masse permet l'homogénéisation de la nation.

Les Etats-Unis ont aussi la volonté de développer le capitalisme au niveau mondial avec pour objectif de favoriser leurs firmes très compétitives. La création du Fonds Monétaire International, de la Banque Mondiale et le plan Marshall ont servi à financer le développement et la reconstruction des pays ravagés par la Deuxième Guerre mondiale, à

² Page 38. Phrase attribuée au PDG de GM, Charlie Erwin, lors de son audition par le Congrès avant de devenir secrétaire à la Défense d'Eisenhower en 1953. Ses interlocuteurs lui demandaient s'il pouvait prendre une décision qui irait à l'encontre de GM et ce, pour le bien des Etats-Unis.

développer le commerce et, par conséquent, à impulser une dynamique semblable à celle analysée précédemment (les Trente Glorieuses). Ainsi, cela permet à l'Europe et au Japon de participer au boom économique ce qui agrandit le cercle vertueux au niveau international. Chaque compromis national, même s'il existe quelques différences domestiques (la planification indicative en France, par exemple), permet le développement de la nation, celui-ci étant renforcé par les échanges internationaux et par le rôle moteur des Etats-Unis.

Ainsi, chaque composante de la nation est gagnante : augmentation tendancielle des profits et des salaires, couplage production/consommation de masse qui va croissant, accroissement du bien-être national renforcé par le commerce international. Toutefois, ce système va être remis en cause à partir des années 1970.

I.1.2. Les entreprises au cœur de la mondialisation.

Dans le compromis national, les entreprises sont très hiérarchisées, comme le montre leur organisation pyramidale et bureaucratique, et leur production (et donc la consommation) est standardisée grâce aux méthodes tayloriennes. Or, à partir des années 1970, elles vont connaître des changements organisationnels profonds. En effet, la baisse tendancielle des taux de profits et de productivité, l'entrée de nouveaux concurrents sur la scène mondiale³ ainsi que la saturation des besoins en biens matériels bas de gamme ont amené les firmes américaines à réagir. La première phase de la mondialisation, liée à la sphère des échanges, a été complétée par la mondialisation de la sphère productive. Il y a une réorientation de la production américaine vers des produits de haute valeur ajoutée, notamment dans le secteur des services aux entreprises et aux particuliers : audit, marketing, publicité, conseil... Une nouvelle division internationale du travail se met en place où les firmes délocalisent les productions de masse standardisées, dans une optique de réduction des coûts (salariaux...), et se recentrent sur la « *production personnalisée* »⁴.

Cela implique aussi une réorganisation des firmes. Etant donné qu'il y a un processus de séparation des différents stades de la production délocalisée, les entreprises s'organisent en « *firme-réseau* »⁵. Un centre définit et coordonne l'activité du groupe, celui-ci étant un

³ D'abord l'Allemagne et le Japon puis les autres pays européens et les nouveaux pays industrialisés asiatiques.

⁴ Voir page 71. Ces firmes sont gérées par des courtiers-stratèges qui coordonnent les travaux des identificateurs et des résolveurs de problèmes. Les profits engrangés ne proviennent plus des économies d'échelle mais de la découverte continue de nouveaux liens entre solutions et besoins, d'où le développement des activités de services.

⁵ Voir page 78.

ensemble de petites unités plus ou moins indépendantes du centre. R. Reich définit cinq unités : les centres de profit indépendants, le partenariat externe, le partenariat internalisé, la concession et le courtage pur. Cette organisation implique une dilution de la nationalité de la firme. Les notions de propriété et de contrôle, auparavant mesurés par le capital financier et matériel, sont plus difficiles à définir puisque ce qui importe, à présent, est l'intelligence et la compétence des dirigeants (capital immatériel). Peu importe que le PDG soit américain ou non, pourvu que les courtiers-stratèges sachent faire travailler les identificateurs et les résolveurs de problèmes ensemble et, par conséquent, rendre l'entreprise profitable⁶.

Ainsi, il existe un relâchement du lien entre les firmes et le territoire national puisqu'elles mènent une stratégie globale sans se soucier des frontières nationales. En outre, cela est favorisé par la mobilité croissante du capital. Toutefois, les conséquences socio-politiques ne sont pas négligeables.

I.2. La fragilisation de l'économie nationale.

La mondialisation des entreprises remet en cause le compromis national mis en place dans l'après-guerre. L'économie nationale connaît des changements sociaux (I.2.1) et leurs conséquences sont faiblement atténuées par les politiques étatiques (I.2.2).

I.2.1. L'atomisation de la société.

Le compromis national avait permis l'émergence d'une classe moyenne, fondé sur le salariat, dont les revenus augmentaient régulièrement. Or, avec la remise en cause de ce compromis, cette classification de la société n'est plus valable. Ainsi, R. Reich définit quatre composantes⁷ de la Nation correspondant à quatre positions compétitives différentes :

i) Les travailleurs relativement protégés de la compétition mondiale : agriculteurs, mineurs, fonctionnaires... qui représentent environ un quart de la population active américaine.

ii) Les services de production courante où les tâches répétitives sont effectuées par les « *vieux fantassins du capitalisme dans l'entreprise de production de masse* »⁸. Cette activité ne nécessite qu'un contrôle basic du travail des subordonnés et du respect des procédures opératoires standard. Les services de production courante se retrouvent autant dans l'industrie lourde que dans la haute technologie (traitement des données...). Ils sont fournis par des

⁶ Voir page 88.

⁷ Voir page 157. Les chiffres datent de 1990.

⁸ Voir page 160.

travailleurs routiniers guidés par des procédures et des règles codifiées et dont les aptitudes sont la loyauté, la fiabilité et la capacité à suivre les instructions. Les salaires sont fonction du temps de travail et/ou de la quantité de travail effectués. Cette catégorie représente environ un quart de la population mais cette proportion connaît une baisse tendancielle du fait des délocalisations.

iii) Les services personnels impliquent aussi des tâches répétitives et simples mais ils sont fournis par des aides personnels travaillant seules ou en petites unités : employés de commerce, infirmières, caissières, secrétaires, coiffeurs, agents de sécurité... Les salaires de ces aides personnelles sont fonction du temps de travail et/ou de la quantité de travail effectués. Ces services, qui ne requièrent pas une forte qualification, sont fournis de personne en personne et ne peuvent être vendus dans le monde entier. Ils ne sont pas concurrencés par l'étranger. Ainsi, il y a un contact direct avec les bénéficiaires du travail. Outre les qualités des travailleurs routiniers, les aides personnelles doivent avoir un comportement agréable. Leur part dans la population est d'environ 30 % mais augmente rapidement.

iv) Les services de manipulateurs de symboles incluent toutes les activités d'identification/résolution de problèmes et de courtages stratégiques. Celles-ci pouvant être échangées partout dans le monde, les manipulateurs de symbole sont en concurrence avec des étrangers même sur le sol américain. Ils regroupent des ingénieurs, des avocats, des conseillers... qui s'échangent des données, des mots, des représentations orales et visuelles. Les manipulateurs de symbole sont plus ou moins libres à l'échelle mondiale et leurs revenus varient selon la qualité et l'originalité de leur travail, de leur intelligence et de la rapidité à résoudre les problèmes. Ils reçoivent en premier une part non négligeable du profit que l'entreprise dégage. Ils sont très qualifiés et leur carrière dépend de leur réussite. Ils représentent environ 20 % de la population mais cette part augmente peu.

Ainsi, cette stratification de l'économie nationale pose des problèmes de cohésion⁹ et fragilise l'acteur censé la garantir : l'Etat.

I.2.2. L'ambiguïté du rôle joué par l'Etat.

Dans le compromis national, l'Etat, par ses commandes et les aides sociales, jouait un rôle sur la demande effective que les entreprises américaines satisfaisaient. Or, à présent, les entreprises sont plus mobiles ce qui fait dire à R. Reich que « *le capitalisme américain est*

⁹ Les manipulateurs de symboles tendent à s'autonomiser (écoles privées, lobbies, quartiers privés...). Voir page 170.

maintenant implacablement organisé autour du profit, non du patriotisme »¹⁰. Ainsi, la place de chaque individu dans l'entreprise conditionne ses revenus et son statut dans la société. Toutefois, les milieux politiques¹¹ n'ont pas pris acte de cette transformation et mènent des politiques inadéquates. En effet, deux incompréhensions majeures sont analysées.

i) D'une part, la crainte de l'installation d'entreprise étrangère sur le sol américain conduit les lobbies industriels à demander des mesures protectionnistes et de sauvegarde. Or, les nouveaux déterminants du bien-être collectif ne sont plus les profits des entreprises nationales mais les compétences acquises par les Américains, leur perspicacité à résoudre de nouveaux problèmes, c'est-à-dire leur capacité à ajouter de la valeur à l'économie mondiale peu importe la nationalité de l'entreprise dans laquelle ils travaillent.

ii) D'autre part, les politiques macroéconomiques menées durant les années 1980 ne sont plus adéquates. Les réductions d'impôts ont favorisé les plus riches et les entreprises tout en augmentant la pression fiscale sur les plus pauvres¹². De plus, la volonté de réduire le déficit budgétaire s'est traduite par une chute des investissements publics d'infrastructures. Ces politiques se basent sur le constat erroné, selon l'auteur, qu'il faut restaurer les profits des entreprises nationales. Or, le nouvel objectif de l'Etat est d'augmenter la richesse de la nation basée sur le capital humain et le stock d'infrastructures : accroître les crédits à l'éducation, la formation, les transports... tout ce qui peut attirer les firmes étrangères.

Ainsi, les citoyens, en fonction de leur place dans la firme, ont des objectifs et des intérêts contradictoires, ce qui incite les plus riches à vouloir faire sécession. Ce constat amène R. Reich à se demander quelle est la signification de l'idée de nation ? Puisque le succès d'une Nation se mesure au niveau de vie que ses concitoyens peuvent atteindre ainsi que sur la possibilité de le conserver et de l'améliorer dans le futur, l'objectif de l'Etat est d'attirer les entreprises (les investissements directs étrangers) et de soutenir la cohésion nationale entre ceux qui gagnent et ceux qui perdent (via une politique fiscale redistributive, des investissements publics...). R. Reich prône un « *nationalisme économique positif* »¹³ visant le bien-être national mais aussi international à travers la mise en place de réglementation.

Ainsi, par sa richesse et son actualité, *l'économie mondialisée* peut être discuté.

¹⁰ Voir page 129.

¹¹ R. Reich prend exemple sur les Administrations Reagan et Bush dans les années 1980.

¹² Voir, par ailleurs, les éditoriaux « au vitriol » de Paul Krugman dans le New York Times visant les baisses d'impôts prônées par G.W. Bush et qui favorise cette catégorie de la population.

¹³ Voir page 295.

II. Lecture critique et compléments.

Une appréciation personnelle de l'ouvrage (II.1) sera suivie d'une présentation du régime d'accumulation à dominante financière, réponse du capital à la crise du régime fordiste. En effet, R. Reich occulte l'un des faits majeurs des années 1970-80 qui est la globalisation financière (II.2).

II.1. Appréciation personnelle.

L'économie mondialisée est une analyse intéressante de la mondialisation qui impose une réflexion politique (II.1.1). Néanmoins, des limites de l'ouvrage peuvent être avancées pour le critiquer (II.1.2).

II.1.1. Une analyse de la mondialisation qui amène une réflexion politique intéressante.

R. Reich a été l'un des premiers à analyser les conséquences sociales et politiques de ce qu'on appelle aujourd'hui la mondialisation. Il observe avec justesse le changement de dynamique socio-économique nationale à long-terme. Son ouvrage se veut vulgarisateur et ses exemples sont clairs, chiffrés et nombreux. Il décrit pertinemment le concept de firme-réseau et son articulation avec l'économie nationale et surtout l'économie mondiale. Il dresse une typologie des emplois salariés et montre que la place des individus dans l'entreprise, quelque soit sa nationalité, conditionne l'appartenance à une catégorie de citoyens. Même si le concept de manipulateurs de symboles reste à améliorer, on ne peut pas faire abstraction au fait que la typologie de Reich a des points communs avec l'analyse de Marx sur les classes. Toutefois, cette dernière est définie à travers la possession ou non des moyens de production alors que Reich met en avant la perspicacité et les compétences des salariés, même si celles-ci sont fortement influencées par le milieu social dont sont issus les individus. Ainsi, l'ouvrage est intéressant dans le fait que l'analyse économique de l'auteur vise en dernière instance une réflexion politique sur le devenir de notions comme la citoyenneté et la communauté.

Par ailleurs, *l'économie mondialisée* n'est pas sans rappeler le film « *Roger et moi* » de Mickaël Moore. Celui-ci réalise en 1989 un documentaire sur les conséquences de la mondialisation sur sa région, le Michigan. Celle-ci regroupait les constructeurs automobiles américains, notamment le plus grand : General Motors. Durant son film, M. Moore tente de demander au président de GM, Roger Smith, ce qu'il pense des délocalisations des usines

américaines vers le Mexique¹⁴. Les conséquences de ces délocalisations furent catastrophiques pour cet Etat américain, monospécialisé dans l'automobile depuis les années 1900 : hausse du chômage, de la criminalité (meurtres, vols...), paupérisation croissante de la population, exode vers des Etats plus dynamiques (Floride, Californie)... A l'inverse, les habitants fortunés de cet Etat voyaient leurs revenus augmenter. M. Moore dresse une typologie de ces « *manipulateurs de symboles* » : avocats, cadres... ayant fait leurs études dans les plus grandes universités, souvent issu de familles déjà favorisées, tous blancs, vivant dans des quartiers à l'écart des zones les plus pauvres et dangereuses, protégés par des gardes privés...

Toutefois, l'ouvrage de R. Reich souffre de quelques limites.

II.1.2. Des limites qui nuisent relativement à la lecture de l'ouvrage et à la robustesse de l'analyse.

Une première insuffisance tient à la traduction. Celle-ci semble réalisée avec un manque de précision et de rigueur comme en témoigne le titre. « *The Work of Nations* » devient *l'économie mondialisée*. Néanmoins, l'un des aspects les plus gênants à la lecture de l'ouvrage, sans pour autant le rendre inutile, est que l'auteur semble considérer la mondialisation comme un phénomène récent, inéluctable et touchant toute la planète. Or, il y a eu une première mondialisation¹⁵, commencée dans la deuxième moitié du XIXème siècle et dont la Première Guerre mondiale a mis un terme. Elle se caractérisait, comme aujourd'hui, par une forte mobilité du capital (donc des entreprises) et un accroissement des flux de marchandises. Elle s'appuyait sur une révolution technologique basée sur la machine à vapeur et le charbon. De plus, la mondialisation actuelle, comme la première, ne concerne qu'un nombre restreint de pays (la Triade et quelques pays en voie de développement). Ainsi, l'analyse de R. Reich est très « américano-centriste » et, par conséquent, est difficilement généralisable à tous les pays.

De même, sa partie concernant le devenir de la nation américaine¹⁶ est très critiquable car l'auteur me semble guidé par un optimisme naïf. Il ne faudrait qu'un consensus politique national fort pour que la mondialisation devienne un jeu à sommes positives. Or, J. Adda note que même en étant l'« *expression de l'expansion spatiale du capitalisme, qui épouse*

¹⁴ GM symbolise la grande firme américaine et elle a fermé ses usines à Flint et à Detroit, preuve du relâchement du lien firme national/nation.

¹⁵ Voir Suzanne Berger (2003), *Notre première mondialisation*, La Découverte, Paris.

¹⁶ *Qui est « nous » ?* Voir page 284.

désormais les limites du globe, la mondialisation est aussi et avant tout un processus de délitement, de contournement et, pour finir, démantèlement des frontières physiques et réglementaires qui font obstacle à l'accumulation du capital à l'échelle mondiale »¹⁷. Par conséquent, elle conduit à une inexorable opposition entre les différents groupes sociaux constituant les nations et donc au délitement de celles-ci¹⁸. Certains (une minorité) ont un intérêt dans la continuation de la mondialisation et sont capables de l'imposer par l'action des lobbies... tandis que d'autres (une majorité) semblent s'avouer vaincus comme en témoigne les taux d'abstention lors des élections aux Etats-Unis.

Toutefois, même si *l'économie mondialisée* reste un ouvrage de référence sur la mondialisation des firmes et les conséquences socio-politiques de ce processus, malgré ses insuffisances, R. Reich occulte le phénomène de globalisation financière (GF) qui prend forme durant les années 1980 aux Etats-Unis et qui impulse un nouveau régime d'accumulation¹⁹.

II.2. Un régime d'accumulation mondial à dominante financière.

La globalisation financière décrit le processus qui fait passer les systèmes financiers nationaux, cloisonnés et à dominante bancaire, à des systèmes financiers ouverts, concurrentiels et de finance directe. La GF vise à établir un nouveau régime d'accumulation²⁰ en lieu et place du fordisme (Cf. I.1.1), ce que ne décrit pas ou peu R. Reich. La mondialisation, qui ne concerne pas seulement la sphère productive, constitue une réponse du capital à la crise du fordisme, régime favorable au rapport salarial. Le régime d'accumulation à dominante financière est caractérisé par l'apparition de nouveaux acteurs (II.2.1) remettant en cause les formes institutionnelles précédentes (II.2.2).

¹⁷ J. Adda (1996), *La mondialisation de l'économie*, La Découverte, Paris, p. 3.

¹⁸ Certains économistes ont ainsi vu « *la régionalisation de l'économie mondiale* » (J-M. Siröen, 2000) comme une réponse à ce délitement.

¹⁹ Cette partie sera basée sur l'article de Chesnais François (1997), « L'émergence d'un régime d'accumulation mondialisé à dominante financière », *la pensée*, n° 309, 1^{er} trimestre, pp. 61-85.

²⁰ Ensemble des régularités assurant une progression générale et relativement cohérente de l'accumulation du capital, c'est-à-dire permettant de résorber ou d'étaler dans le temps les distorsions et les déséquilibres qui naissent en permanence du processus lui-même. Un régime d'accumulation se définit donc comme un modèle de croissance pour une économie nationale au cours d'une période déterminée. Pour chaque période historique, un régime est caractérisé par cinq grandes formes institutionnelles : la contrainte monétaire, le rapport salarial, les formes de la concurrence, les formes de l'Etat et les modalités d'articulation avec le régime international.

II.2.1. Des acteurs au service d'une dynamique.

R. Reich décrit l'émergence de grands groupes industriels transnationaux mais ne définit relativement pas la création de grandes institutions bancaires et non bancaires. Celles-ci constituent un des traits du régime d'accumulation mondial à dominante financière. Le capital financier émerge dans les années 1970-80 et prend la forme de grandes institutions financières dont l'objectif est la valorisation du capital sous forme de capital-argent et non de capital productif. Ces grandes institutions regroupent les fonds de pensions par capitalisation, dont l'essor a été favorisé par la volonté des gouvernements des pays de l'OCDE qui cherchaient de nouvelles façons de financer leur déficit croissant, les banques multinationales, les fonds communs de placement et les compagnies d'assurance. Les autres acteurs sont les grands groupes industriels multinationaux qui sont en position d'oligopole mondial. R. Reich a montré cette centralisation et cette concentration des industries via les fusions-acquisitions. Groupes industriels multinationaux et institutions financières sont en relations puisqu'une partie significative des avoirs financiers des institutions financières est détenue sous forme de paquets d'actions, ce qui leur permet d'orienter la stratégie des grands groupes industriels.

Les grandes institutions financières sont désormais au cœur du nouveau régime d'accumulation mondial, qualifié de rentier et de polarisé. Il se caractérise essentiellement par la prépondérance de la finance, ce qui traduit le choix d'une certaine voie de valorisation du capital. De ce type de valorisation découle un second trait qu'est le processus de polarisation. En effet, le dynamisme de la sphère financière a été supérieur à celui des investissements, des échanges ou du PIB (entre 1980 et 1992, 6 % par an pour les actifs financiers contre 2.3 % par an pour l'investissement). Ensuite, la place qu'a pris la détermination des taux de change et des taux d'intérêt dans la politique économique des gouvernements traduit cette dominance financière. La politique économique se réduit désormais à la politique monétaire, dont l'objectif est de répondre aux besoins des grandes institutions financières en permettant le maintien de taux d'intérêt réels positifs. La polarisation apparaît comme le second trait marquant de ce nouveau régime. Elle reflète directement les caractères et les modalités de la valorisation du capital. La polarisation est interne à chaque pays à cause des écarts de revenu croissant et externe entre les pays du cœur (la triade) et de la périphérie. Elle se traduit par une polarisation des échanges commerciaux et financiers sur la triade et les pays d'Asie du Sud-Est et une marginalisation des autres pays, ce que ne dit pas R. Reich.

Donc, le nouveau régime d'accumulation se caractérise par sa dominance financière, laquelle s'est accompagnée d'une baisse de l'investissement productif et d'un processus de

polarisation externe et interne. Cette dynamique a des conséquences sur le rapport salarial et l'action de l'Etat.

II.2.2. Les résultats socio-politiques de ce nouveau régime.

R. Reich a montré la remise en cause du rapport salarial du fait de la mondialisation des entreprises. Or, il ne faut pas sous-estimer le rôle de la GF dans ce processus. Ainsi, l'objectif des détenteurs de capital est de démanteler les acquis sociaux des trente glorieuses qui apparaissent désormais comme des entraves à la valorisation du capital. Le rapport salarial constitue la forme institutionnelle la plus importante puisqu'elle désigne l'ensemble des conditions régissant l'usage et la reproduction de la force de travail. Le rapport salarial, dans le régime d'accumulation fordiste était basé sur une croissance importante du salaire réel grâce aux gains de productivité. Cette hausse du salaire réel s'accompagnant de la mise en place d'un système de protection sociale et d'acquis sociaux. Ces acquis, dans un contexte de ralentissement de la croissance de la productivité du capital et de la baisse de rentabilité des investissements productifs, constituent un frein à la valorisation du capital. L'arrivée au pouvoir des gouvernements Reagan et Thatcher marque le début d'une action politique et sociale dont la finalité est la remise en cause du rapport salarial fordiste. Une des formes de remise en cause passe par les délocalisations (rendues possibles par la libéralisation des mouvements de capitaux), qui sont l'exploitation par les firmes multinationales des différences de rémunération du travail à travers le monde.

Le rapport salarial n'est bien sûr pas la seule forme institutionnelle à avoir évolué. Il en est de même avec les formes de l'Etat. Celles-ci reposent sur un ensemble de compromis institutionnalisés qui crée des régularités dans l'action publique. Ces compromis sont redéfinis par la mondialisation, sans pour autant effacer l'existence des Etats nationaux. Cette redéfinition, qui débute dans les années 1970-80, a pour origine l'arrivée au pouvoir du courant conservateur aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Les gouvernements de ces pays ont alors impulsé les réformes qui donneront naissance à la GF, laquelle repose sur des bases autant économiques que politiques. La libéralisation et la globalisation financière sont avant toute chose une victoire des épargnants²¹. Les Etats ne subissent pas la mondialisation, ils l'ont choisi en mettant en place des politiques dont l'objectif était de favoriser la valorisation

²¹ Pour une analyse politique et économique de la GF, voir CHESNAIS François (1997), *La mondialisation du capital*, Syros, Paris.

du capital alors que pour R. Reich, la mondialisation est un processus impulsé par les firmes et qui s'impose aux Etats.

Conclusion.

Malgré ses insuffisances, *l'économie mondialisée* reste un ouvrage de référence sur la mondialisation des firmes et les conséquences socio-politiques de ce processus. R. Reich adopte efficacement une approche positive et normative et également pluridisciplinaire (économie, sociologie, politique...). Toutefois, son analyse souffre de quatre limites :

i) Le fait qu'il semble généraliser les effets de la mondialisation à tous les pays alors qu'elle est limitée géographiquement.

ii) Il occulte la dimension financière de la mondialisation alors qu'elle est sans doute la plus importante.

iii) Il n'explique pas (ou peu) la nouvelle dynamique qui fait suite au compromis fordiste.

iv) Son optimisme naïf (typiquement américain !) quant à la régulation du processus et au devenir de la nation tranche avec la définition de la mondialisation donnée par J. Adda.

Bibliographie. (Utilisée partiellement pour l'analyse critique).

- ADDA Jacques (1996), *La mondialisation de l'économie*, La Découverte, Paris.
- BERGER Suzanne (2003), *Notre première mondialisation*, La Découverte, Paris.
- CHESNAIS François (1997), « L'émergence d'un régime d'accumulation mondialisé à dominante financière », *la pensée*, n° 309, 1^{er} trimestre, pp. 61-85.
- CHESNAIS François (1997), *La mondialisation du capital*, Syros, Paris.
- SIRÖEN Jean-Marc (2000), *la régionalisation de l'économie mondiale*, La Découverte, Paris.

SOMMAIRE :

Introduction.....	2
I. Résumé du livre.	3
I.1. Le passage d'une économie mondiale stato-centrée à une économie mondialisée.	3
I.1.1. Le compromis national.	3
I.1.2. Les entreprises au cœur de la mondialisation.	4
I.2. La fragilisation de l'économie nationale.....	5
I.2.1. L'atomisation de la société.	5
I.2.2. L'ambiguïté du rôle joué par l'Etat.....	6
II. Lecture critique et compléments.....	9
II.1. Appréciation personnelle.....	9
II.1.1. Une analyse de la mondialisation qui amène une réflexion politique intéressante.	9
II.1.2. Des limites qui nuisent relativement à la lecture de l'ouvrage et à la robustesse de l'analyse.	10
II.2. Un régime d'accumulation mondial à dominante financière.....	11
II.2.1. Des acteurs au service d'une dynamique.....	12
II.2.2. Les résultats socio-politiques de ce nouveau régime.....	13
Conclusion.....	15
Bibliographie. (utilisée partiellement pour l'analyse critique).....	15